

Le débat sur la taxation des plus-values, ultime écueil budgétaire pour Michel

LE RÉSUMÉ

Le gouvernement Michel a quasiment bouclé son budget 2017.

Ce qui bloque encore, c'est l'éternelle question d'une fiscalité «plus équitable».

Le CD&V en fait une question de gouvernement.

Et énerve prodigieusement N-VA et Open Vld.

MARTIN BUXANT ET BENOÎT MATHIEU

C'est changeant, une atmosphère de négociation. Il suffit d'un rien pour que le climat se rafraîchisse et que les positions se raidissent. Alors quand l'un des partenaires pose une exigence de taille en dernière minute, forcément, cela coïncide.

«Vendredi, avant de se lancer dans la dernière ligne droite, on voyait se dessiner les contours d'un accord», soupire-t-on dans les rangs de la majorité fédérale. Et puis, le CD&V est revenu avec sa proposition de taxer les plus-values. «En dernière minute, déplore ce membre du gouvernement. Alors que, lorsqu'on arrive au fond de l'entonnoir, les grands équilibres sont dessinés. Cette proposition remet tout en cause.» De quoi faire enrager certains négociateurs. «Samedi soir, le CD&V nous a fait un coup de Jarnac.» Avertissements à la clef. Il ne s'agirait pas de prendre cela «à la légère», a menacé le vice-Premier Kris Peeters ce lundi matin encore, alors que les négociations reprenaient, après avoir accaparé la nuit de dimanche à lundi. «S'il n'y a rien sur la fiscalité équitable, ce sera un plus grand problème que celui du gouvernement.»

Est-ce réellement une surprise, cela dit? Depuis qu'ils ont grimpé à bord de l'attelage suédois, les démocrates chrétiens flamands grognent, ruminent, et font des pieds et des

mais afin de faire advenir cette fiscalité «plus équitable». Que proposent-ils? Taxer les plus-values, on vous disait. À hauteur de 30%, si elles sont réalisées dans l'année, puis selon un taux dégressif dont le plancher serait fixé à 7,65%. Dans l'esprit du CD&V, la taxation n'interviendrait qu'au-delà des 50.000 premiers euros réalisés dans les dix ans, viserait tant les sociétés cotées que les non cotées et connaîtrait une série d'exemptions. Quant aux moins-values, elles seraient déductibles.

Taxer les plus-values? Le MR n'y est pas fondamentalement opposé, au contraire, mais estime que ce débat doit s'inscrire dans le cadre de la réforme de l'impôt des sociétés. C'est du côté de l'Open Vld et de la N-VA que ça coïncide. «On en a marre de ce genre de trucs», siffle un libéral flamand. «Le problème de la formule CD&V, c'est qu'elle ne touche pas le 1% des Belges les plus riches, glisse-t-on au cabinet de cet autre négociateur suédois. Telle qu'elle est formulée, elle va surtout s'appliquer aux petits épar-

gnants et à la classe moyenne. Or il n'est pas question d'être le gouvernement qui va taxer davantage les gens. Au contraire, notre objectif est d'être celui qui les taxe moins, tout en rendant l'appareil d'Etat plus efficace.» Il faut dire aussi que la N-VA se méfie à présent comme de la peste des nouveaux impôts, surtout s'ils sont mal ficelés. Pas question de réitérer le coup de la taxe sur la spéculation, qui s'est avérée contre-productive – il ne faudrait pas qu'un rendement en deçà des attentes retombe sur le râble de leur ministre des Finances, Johan Van Overtveldt, suffisamment secoué comme cela.

Pas touche à la TVA

Bien sûr, Michel a tout de même enregistré des avancées. Les tableaux budgétaires collent quasiment; la réforme de la loi de 96 (compétitivité) et la modernisation du marché du travail (flexibilisation et e-commerce) sont en passe d'être bouclées. Enfin, presque. «Il existe encore quelques pierres d'achoppement sur les projets Peeters, tempère-t-on dans les rangs gouvernementaux. Notamment sur les heures supplémentaires.» Et comme le CD&V a bousculé les équilibres en revenant à la charge sur les plus-values, il n'est pas impossible que tous les dossiers, réputés clos ou proches de l'être, soient rouverts. «Une question d'équilibre, constate ce négociateur. Parce que, comme on dit, tout est dans tout.»

Que sait-on, à ce stade? Que l'effort réalisé

par le Fédéral se chiffre à 3,15 milliards. Il n'est plus question des 4,2 milliards évoqués à la fin septembre. On l'a dit et redit: dans ces 4 milliards et des poussières, se cachait une provision d'un milliard, servant à amortir le choc en cas de nouvelles déconvenues fiscales. Et derrière cette somme se dessinait une trajectoire un brin plus ardue – des efforts à hauteur de 0,84% du PIB – que celle qu'exige, en guise de strict minimum, la Commission européenne (0,6% du PIB). Michel a lâché du lest sur ces deux tableaux.

Là-dedans, selon les comptes de Michel, comptez pour 1,1 milliard de mesures déjà prises, mais non encore exécutées, notamment dans les soins de santé ou le marché du travail. Pour 600 millions en provenance de la fiscalité (hausse du précompte mobilier à 30%, élargissement de la taxe boursière ou cartes essence), à quoi s'ajoutent 250 millions issus de la lutte contre la fraude et des participations bancaires (Belfius et BNP Paribas). Pour 900 millions d'économies (dont 200 millions supplémentaires dans les soins de santé) et 300 millions de corrections techniques. Satisfecit dans les rangs des libéraux francophones, qui louvoient toujours entre les tenants d'une ligne budgétaire dure (N-VA et Open Vld) et le CD&V: les dernières versions du tableau budgétaire qui circulaient lundi soir bouclaient l'effort sans toucher à l'indexation salariale ni à la TVA. Ces deux totems de l'opposition auxquels le MR voulait éviter de toucher pour ne pas rallumer les braseros de la contestation sociale. En marge, aucune hausse des accises n'est prévue.

Mais à nouveau, vous connaissez la chanson: tant qu'il n'y a pas d'accord sur tout, il n'y a d'accord sur rien. Scénario le plus probable: fumée blanche dans la nuit de lundi à mardi. Tout juste à temps pour la déclaration du gouvernement; Charles Michel est attendu cet après-midi à la Chambre. «Mais si cela nécessite quelques jours de plus, eh bien tant pis, avertit ce partenaire de coalition. C'est le dernier budget que l'on boucle avec des réformes ambitieuses; en 2018, l'atmosphère sera trop électorale. La seule vraie échéance, c'est la remise du budget à l'Europe, pour le 15 octobre.» Quoi qu'il en soit, l'optimisme (feint?) affiché par Didier Reynders (MR) lundi matin – en gros, il existe un accord sur le budget – a fait long feu. «Il s'est rapidement fait remettre à sa place. Par tout le monde.»

3,15 md€

L'effort budgétaire visé par Michel se chiffre à 3,15 milliards d'euros. Il y a peu, on parlait encore de 4,2 milliards.